

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **41 (1949)**

Heft 8

PDF erstellt am: **13.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

41^{me} année

Août 1949

N° 8

Nouvelle loi sur l'assurance-chômage et les allocations de crise

Par *Richard Bringolf*, secrétaire du Cartel syndical vaudois

Les autorités fédérales viennent d'élaborer un projet de loi sur l'assurance-chômage et le service des allocations de crise, projet qu'elles soumettent à l'appréciation des cantons et des associations économiques centrales. Ces dispositions offrant un très grand intérêt pour les salariés, nous essayerons d'en souligner les points essentiels tout en émettant déjà les observations qu'une première lecture nous suggère, observations qui seront vraisemblablement confirmées et complétées par les différentes fédérations professionnelles affiliées à l'Union syndicale suisse.

Cependant, il ne nous paraît pas superflu de rappeler brièvement les différentes phases connues par l'assurance-chômage sur le plan fédéral. Après la première guerre mondiale 1914-1918, alors que des dizaines de milliers de salariés connaissaient le chômage, les pouvoirs publics fédéraux, cantonaux et communaux ne purent rester insensibles à cette crise et se virent contraints d'allouer des prestations d'assistance-chômage à ces salariés. Cette expérience coûteuse amena le gouvernement fédéral à encourager l'assurance-chômage et, par la loi du 17 octobre 1924, il s'engagea à verser aux caisses d'assurance-chômage des subventions calculées au prorata du montant des secours versés à des chômeurs. On ne pouvait légiférer davantage pour mener la lutte contre le chômage vu l'absence des dispositions constitutionnelles. Du reste, ces subventions étaient inégales, plus élevées pour les caisses publiques et paritaires d'assurance-chômage, plus faibles pour les caisses unilatérales, c'est-à-dire syndicales, uniquement alimentées par les cotisations des affiliés. Cette inégalité de traitement fut encore accentuée par la position identique prise par de nombreux cantons et communes. La législation sur l'assurance-chômage était laissée aux seuls can-